

"La fin du rêve" dans Der Spiegel (27 février 1984)

Légende: Le 27 février 1984, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel examine les retombées de la crise politique qui menace la Communauté économique européenne (CEE) en cas d'échec des Dix sur le financement de la politique agricole commune (PAC).

Source: Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. AUGSTEIN, Rudolf ; Herausgeber BÖHME, Erich; ENGEL, Johannes K. 27.02.1984, n° 9. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein GmbH. "Traum tot", p. 116-118.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_fin_du_reve_dans_der_spiegel_27_fevrier_1984-fr-d49137c4-278f-4afe-8a46-693750fo1ef6.html



Date de dernière mise à jour: 20/10/2016

La fin du rêve

La faillite menace de frapper définitivement la Communauté européenne en mars prochain. Plus personne ne veut payer, les agriculteurs européens coûtent trop cher.

Personne ne pourra reprocher à Mitterrand de ne pas en avoir fait assez pour sauver la Communauté européenne de la faillite.

Vendredi chez le Premier ministre Schlüter à Copenhague, lundi auprès du président Craxi à Milan, mardi chez le Premier ministre Fitzgerald à Dublin: pour venir à bout de la crise de la Communauté européenne, le président français a traversé l'Europe de long en large au cours des dernières semaines, avec une frénésie étrangère à ce Français, d'habitude si conscient de sa dignité. En tant que président actuel du Conseil européen, Mitterrand porte la lourde tâche de devoir remettre sur pied le Club des Dix bien malade. «*Tel un Pontifex maximus*», il entre majestueusement chez ses partenaires et les oblige à venir dans son confessionnal, s'amuse les diplomates bruxellois. Et pourtant, ce qu'il entendait devait le décourager.

Pour la première fois, Mitterrand a laissé entendre qu'après la débâcle d'Athènes en décembre le prochain sommet du 19 mars à Bruxelles risquait également d'échouer. Un échec à Bruxelles ne serait en aucun cas «son» échec, a déclaré Mitterrand à titre préventif, il pourrait servir au contraire de «leçon salutaire».

Gaston Thorn, président de la Commission européenne, prophétise, quant à lui, qu'un nouvel échec du Conseil européen «déclencherait un processus irréversible d'autodestruction». Geoffrey Howe, ministre britannique des Affaires étrangères, est également sûr que «la Communauté se décomposerait tout simplement».

Il est vrai que de tels avertissements sonnent étrangement creux et paraissent invraisemblables, étant donné que le déclin de l'Europe a déjà été prédit bien des fois. Mais cette fois-ci, c'est sérieux. Pour la première fois depuis 1965, lorsque le président français Charles de Gaulle avait boycotté la Communauté européenne pour obliger ses partenaires à se plier à ses volontés, «toutes les conditions pour une crise politique risquant de faire éclater la Communauté sont réunies», selon le président de la Commission, Gaston Thorn.

Le scénario présenté par les commissaires bruxellois pour le «*worst case*» c'est-à-dire la pire situation imaginable, est simple: si les dix chefs d'État et de gouvernement se séparent à Bruxelles au bout de trois semaines sans avoir réformé l'onéreuse politique agricole, la Communauté glissera, entre mars et juin, vers la faillite: les 37 milliards de marks que la caisse agricole de la Communauté européenne a prévus pour l'année 1984 auront déjà été dépensés au début de l'été.

Il n'y aura alors plus aucun financement de la part de Bruxelles pour payer aux agriculteurs les excédents de lait, de céréales et de viande de bœuf. Cependant, comme la population rurale dispose encore à l'heure actuelle d'un droit incontestable de rachat de ses produits invendus, les États membres devraient, en attendant, recourir à leurs propres ressources budgétaires.

Il est évident que dans cette situation chaque ministre des Finances ne serait disposé qu'à soutenir ses propres agriculteurs et non ceux du voisin. Pour la République fédérale, cela pourrait signifier qu'elle devrait stopper à la frontière les livraisons de produits agricoles en provenance du Danemark, de la Hollande ou de la France, afin de s'assurer que ses services d'intervention ne financent également le beurre danois et les céréales françaises. Le «Marché commun agricole» serait condamné à s'écrouler.

La France, premier producteur agricole de la Communauté, serait alors le plus grand perdant. D'après les experts bruxellois de la CE, Paris réagirait sans aucune hésitation par des restrictions à l'importation de produits industriels, par exemple de voitures allemandes. Après le marché agricole, ce serait au tour du marché industriel de s'effondrer. Dans ce cas, le plus grand perdant serait la République fédérale.

«C'est horrible, un rêve se serait envolé, notre génération aurait échoué», se lamentait Howe, ministre britannique des Affaires étrangères, la semaine dernière à Bruxelles. La crise de la CE n'est cependant pas

une question de génération, mais tout au plus une épreuve de courage.

Le climat de confiance qui devrait normalement régner au sein de la Communauté des Dix s'est brisé. Gaston Thorn, ministre des Affaires étrangères, a décrit ainsi l'atmosphère: «Plus personne ne regarde l'autre droit dans les yeux en disant: “Voilà ce que je mets sur la table, et toi, qu'est-ce que tu ajoutes?”»

Chacun défend de manière obstinée et égoïste ses propres intérêts nationaux. Un diplomate européen a décrit la situation: «Toutes les options ont été envisagées et toutes les possibilités ont été considérées». Il ajoute: «Il manque seulement quelqu'un qui ait le courage de trancher».

Depuis sa fondation en 1957, la CE s'est systématiquement concentrée sur le développement de son agriculture. En ce temps-là, l'Europe importait encore à grande échelle des produits alimentaires. Cette époque est révolue. Cependant, les deux tiers du budget communautaire sont consacrés aux dépenses agricoles, une disproportion grotesque si l'on considère que les agriculteurs européens ne constituent plus que 7,7 pour cent de la population active et n'enregistrent qu'à peine 4,2 pour cent du produit intérieur brut de la Communauté.

Alors que l'agriculture se voit attribuer une subvention de 37 milliards de marks, le budget consacré à l'informatique et à l'innovation n'atteint même pas 20 millions de marks. Or, la CE n'aura une chance de défendre sa place de leader du commerce mondial face au Japon et aux États-Unis d'Amérique que si elle mise sur l'avenir industriel.

Bien que la dépense de la Communauté des Dix pour la recherche représente le double de celle du Japon, l'argent reste improductif, parce qu'au sein de la CE chacun investit pour soi, au lieu de prévoir des projets communautaires: l'industrie européenne des microprocesseurs ne représente que 10% du marché mondial, selon Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères français, et même sur le marché intérieur de la CE elle ne représente que 40 pour cent.

La CE ne pourra s'assurer une marge financière pour des subventions judicieuses à la recherche qu'en réduisant ses dépenses agricoles. Déjà en juillet 1983, la Commission avait produit, comme convenu, un programme d'austérité. Les propositions qu'il contient auraient contribué dans l'ensemble à une réduction progressive d'environ six milliards de marks.

Rien de tout cela n'a été réalisé jusqu'à présent. Pourtant, la Communauté pourrait très vite économiser quelques milliards de marks, si elle se décidait à supprimer la garantie illimitée du prix du lait. Les données sont simples: la consommation annuelle de la CE représente 90 millions de tonnes de lait, alors que la production est de 108 millions de tonnes. Chaque tonne excédentaire coûte à la caisse communautaire 250 unités de compte européennes (écus), soit 560 marks.

Cette surproduction permanente a contribué au stockage, dans les entrepôts frigorifiques de la CE, de la quantité record d'un million de tonnes de beurre – plus de la moitié d'une consommation annuelle.

Lorsque la Commission européenne proposa de limiter la garantie du prix du lait à 97 millions de tonnes, on entendit fuser des lamentations fuser dans les réunions des ministres. Les Irlandais se sont plaints que cela leur ferait perdre un bon pour cent de leur produit national brut. Les Grecs et les Italiens ont déclaré qu'en tant qu'importateurs de lait ils devraient être exemptés de la restriction. Les Français ne sont disposés à participer que si le gouvernement de Bonn supprime simultanément ses compensations aux frontières, qui, selon eux, favorisent les exportations agricoles allemandes. Il semble qu'une courte visite de Helmut Kohl à Mitterrand vendredi soir ait permis de s'approcher d'un accord, du moins à ce sujet.

Subsiste l'obstacle le plus difficile: le problème britannique. Depuis que Margaret Thatcher dirige les affaires du gouvernement à Londres, elle domine d'année en année les sommets européens en exigeant que la Communauté restitue à Londres une part considérable de ses apports à la caisse communautaire de Bruxelles.

Cette requête, que Madame Thatcher a réussi à imposer chaque fois jusqu'à présent, semble justifiée à première vue. En effet, sur l'échelle de prospérité de la Communauté, la Grande-Bretagne se range dans la moitié inférieure. Pourtant, avec 4,8 milliards de marks, Londres est actuellement le deuxième contributeur net après la République fédérale.

Le poids excédentaire des dépenses agricoles dans le budget communautaire favorise les États membres disposant d'une agriculture forte. Ainsi, les riches Danois et Hollandais obtiennent de Bruxelles une part plus importante que leur contribution, alors que les Britanniques, moins aisés, et la République fédérale d'Allemagne subventionnent ensemble le reste de la Communauté.

Le fait est que le profit réel de la CE ne peut se mesurer en fonction du montant des contributions. Ainsi, l'agriculture britannique, stimulée par les garanties de prix et de protection de la CE, a connu juste après son adhésion d'énormes augmentations de production. En 1974, l'Angleterre ne s'auto-approvisionnait en beurre qu'à hauteur de 11 %. Entre-temps, cette part est passée à plus de 50 %, ce qui a entraîné une diminution du besoin d'importation de 300 000 tonnes. Les pays fournisseurs classiques comme la France, le Danemark et la Hollande ont été presque complètement écartés du marché britannique.

Les agriculteurs de ces pays devaient alors apporter aux centres d'intervention de la CE le beurre qu'ils ne pouvaient plus vendre à la Grande-Bretagne. Par conséquent, ils faisaient monter les coûts pour le budget agricole de la CE – et amélioraient le solde net de leur pays. Cependant, les vrais responsables de cette évolution étaient les agriculteurs laborieux du Royaume-Uni.

L'exemple montre qu'il est trompeur de se référer aux soldes nationaux nets dans le budget communautaire lorsqu'il s'agit de peser les avantages et les inconvénients de la Communauté. Ce sont justement les deux plus importants contributeurs nets, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, qui font partie des gagnants du commerce agricole intérieur de ces dernières années.

En 1982, la République fédérale a enregistré dans le commerce communautaire un excédent total de 24,65 milliards de marks. Lorsque le ministre des Affaires étrangères, Gerhard Stoltenberg, s'est plaint de ses importants versements nets, son homologue parisien Jacques Delors lui lança: «Cela vous permet de soigner votre clientèle».

Il a raison. Seulement, Madame Thatcher ne l'entend pas de cette oreille. Lorsque la Commission européenne s'apprêtait, en automne dernier, à recalculer les soldes nets afin d'éviter des distorsions et de renforcer le principe du pollueur-payeur dans la répartition des coûts agricoles, la dame britannique rejeta ce projet sur-le-champ.

«Elle a frappé directement au point sensible sans crier gare», s'est plaint Thorn plus tard en parlant du comportement brutal de madame Thatcher. Depuis, la dame de Londres considère le Luxembourgeois comme un individu perfide qui complotte sans gêne avec Paris contre l'Angleterre.

De ce fait, sans aucune légitimation à part sa propre volonté, Margaret Thatcher continue d'exiger la restitution des deux tiers de son apport à Bruxelles. Dans quel contrat est-il stipulé qu'un pays a droit à un rabais? a demandé récemment Andreotti, ministre italien des Affaires étrangères, à son homologue britannique.

Quant à Cheysson, le ministre français des Affaires étrangères, il a lancé à Howe, son homologue de Londres: «Vous ne croyez tout de même pas sérieusement que vous vous verrez restituer les 1350 millions d'écus exigés?» Imperturbable, Sir Geoffrey rétorqua: «Et vous ne croyez tout de même pas sérieusement que ma patronne cédera jamais sur ce point?» Mitterrand veut annoncer au Premier ministre britannique le 5 mars ce que lui concèdent ses partenaires – 50% de réduction et pas un écu de plus.

Si Madame Thatcher s'entête, le choc sera inévitable. Elle s'imagine en position de force parce qu'elle peut bloquer tous les accords et provoquer la faillite de la Communauté.

Apparemment, il ne suffit pas de s'approcher tout près du gouffre, avait-elle déjà déclaré après l'échec du sommet d'Athènes. D'aucuns n'entendent raison que «lorsqu'ils sont tombés dedans».